Table des matières

Sommaire 5

Avant-Propos 9

Liste des auteurs 13

Liste des abréviations, sigles et acronymes 25

Introduction 31

PREMIÈRE PARTIE

Les droits et libertés garantis

La situation présente des Droits et Libertés garantis au Grand-Duché (Jörg Gerkrath) 37

Introduction 39

I. Les droits et libertés « domestiques » 41
A. La constitution actuelle 42
B. Le projet (abandonné) d'une nouvelle constitution 50

II. Les droits de l'homme conventionnels 55
A. La place prééminente de la CEDH en droit interne 55
B. Le recours privilégié à l'invocation de la CEDH 56

III. Les droits fondamentaux « réaffirmés » par la Charte de l'Union européenne 57
A. Une plus-value certaine 57
B. Un champ d'application discuté 58
C. Des droits et libertés dont l'interprétation obéit à des règles spécifiques 59
D. Application de la Charte au Luxembourg 60

IV. Les droits garantis par d'autres instruments internationaux 61
A. Recensement 62
B. Impact au niveau domestique 63

Conclusion : plaidoyer pour une approche intégrative 66

Le respect des engagements internationaux (Marc Bichler) 71

Introduction 73

I. Nature et genèse d'un engagement international 73

II. Illustration de l'importance que le Luxembourg attache à ses engagements internationaux 74
A. L'effort luxembourgeois en matière d'aide publique au développement 74
B. La candidature du Luxembourg pour un siège au Conseil des droits de l'Homme 76

Conclusion 78

Les droits fondamentaux comme paradigme de la politique luxembourgeoise de coopération et de développement (Stefan Braum) 81

I. Les zones de confort : développement des droits fondamentaux dans un contexte interculturel 84
II. Débuts : les droits de l'Homme sous l'emprise de la bureaucratie de l'évaluation 88
III. Doutes : principes de droit – critique universelle du pouvoir ? 91
IV. Approches : normes juridiques, normes sociales, normes éducatives 95
V. Les processus : les éléments constitutifs d'un modèle 97

L'université et les droits fondamentaux (Robert Harmsen) 101

Introduction 103
I. Le cadre normatif 104
A. Les principes 105
B. Le nécessaire équilibre 106
C. Le rôle sociétal de l'université 108
II. La pratique institutionnelle 110
A. L'université comme « forum » 111
B. L'université comme « acteur » 114
Conclusion 120

Deuxième partie

La garantie (quasi) – juridictionnelle des droits et libertés

Le Conseil d'État, gardien des droits et libertés fondamentaux (Agnès Durdu) 127

Introduction 129
I. La protection des droits fondamentaux, une mission principale du Conseil d'État 130
A. Le Conseil d'État, un organe constitutionnel consultatif 130
B. Le contenu et la portée des avis du Conseil d'État 132
II. La protection et l'évolution des droits et libertés fondamentaux à travers les avis du Conseil d'État 137
A. L'opposition aux restrictions hypothétiques apportées aux droits et libertés 137
B. Le Conseil d'État, un promoteur des droits et libertés 140
Conclusion 142

Le rôle croissant de la Cour Constitutionnelle (Francis Delaporte) 145

Introduction : L'ancrage des DLF au Luxembourg 147
I. Rôle de la Cour Constitutionnelle 148
II. Quel contrôle élargi par rapport aux normes internationales ? 151

III. Les DLF énoncés dans la Constitution 154
IV. Des consécrations par ricochet ? 156
V. Les non-dits 157

La garantie des Droits et Libertés par les juridictions ordinaires (Noémie Sadler) 163

Introduction 165
I. L'ordre juridictionnel luxembourgeois 165
II. Analyse du maniement des différentes sources nationales, européennes et internationales des droits et libertés fondamentaux par les juridictions ordinaires 165
A. La législation nationale : la source privilégiée par les juridictions ordinaires 166
B. La Constitution : loi suprême qui semble être tombée en désuétude 167
C. Les instruments européens 167
Conclusion 172

TROISIÈME PARTIE

Le rôle respectif des organes non juridictionnels

La protection des droits fondamentaux au Luxembourg : Le rôle des institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile (Başak Bağlayan) 175

Introduction 177
I. Les INDH en contexte international 180
A. Origines des INDH 180
B. Les Principes de Paris 181
C. Accréditation des INDH 185
D. Structure des INDH 187
II. Les INDH et la société civile au Luxembourg 189
III. Aperçu général des contributions 192
Conclusion 199

La Commission consultative des droits de l'Homme : une histoire de cailloux et de caisse de résonance (Gilbert Pregno) 201

I. L'origine de la CCDH et sa mission 203
II. La CCDH ne reçoit de consigne de qui ce soit … 204
III. La volonté de partager … 206
IV. La création d'un « *Mënscherechtshaus* » 207
V. La CCDH : un caillou expérimenté et une caisse de résonnance 208

L'Ombuds-Comité pour les droits des enfants, ou l'Ombudsman pour les enfants et les jeunes (René Schlechter) 209

I. De l'ORK au OKJ 211
II. Les missions de l'OKJ 212
III. Les modalités de saisine de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher 213
IV. Les moyens d'action de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher 213
V. Les modalités de demande de conseil de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher 214
VI. Les consultations et les saisines de particuliers pour l'année 2018-2019 214

Le rôle de la Commission nationale pour la protection des données (Tine A. Larsen) 217

I. La genèse du droit à la protection des données à caractère personnel 219
II. Les pouvoirs de la Commission nationale pour la protection des données 220
III. Les missions de la Commission nationale pour la protection des données 221

Le Centre pour l'égalité de traitement (Patrick Hurst) 225

Introduction 227
I. Ses origines 227
II. La composition du CET 228
III. Ses activités 228
IV. Des compétences limitées 229
Conclusion 230

L'Ombudsman : une plus-value dans un État démocratique et dans un État de droit (Claudia Monti) 231

I. Origine 233
II. Création et développement de l'Institution au Luxembourg 235
III. La mission de l'Ombudsman : un intermédiaire neutre, indépendant et impartial 239
A. Les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité 239
B. Un rôle d'intermédiaire entre le réclamant et l'Administration 241
C. Responsabilisation du réclamant et lignes de bonne conduite administrative 244
D. Les moyens d'action de l'Ombudsman 247
E. Le garant de l'équité 249
IV. Projet de modification de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et inscription dans la Constitution 251

À quoi donc peut servir une « Ligue des Droits de l'Homme » dans un État de droit ? (Claude Weber) 253

I. La Ligue des Droits de l'Homme luxembourgeoise 255
II. Que reste-t-il à défendre dans un État de droit ? 255
III. Les principales activités d'une organisation de défense des droits de l'Homme 256
A. Rôle d'observation et de veille 256
B. Rôle d'intervention et de médiation 257
C. Rôle de promotion des droits de l'Homme 261
D. Rôle de proposition 261
IV. Un changement de société ? 263
V. Quelques embarras de l'État de Droit 266
VI. Pas d'État de droit sans les citoyens – la nécessité de renforcer les relations entre le citoyen et son État 267
A. La formation de tous à la citoyenneté … et au droit 267
B. Les moyens matériels à mettre en œuvre pour garantir un accès égal à la Justice 269
VII. La société civile, un interlocuteur incontournable dans un État de droit démocratique 271
VIII. Vers une nouvelle relation entre la société civile et les pouvoirs constitués 274

QUATRIÈME PARTIE

L'impact du droit et de la jurisprudence européens

L'impact de la Convention et de la Cour européenne des droits de l'homme (Georges Ravarani) 279

Introduction 281
I. Impact institutionnel 282
II. Impact substantiel 283
Conclusion 287

ECRI : ses missions et son dernier rapport sur le Luxembourg (Jean-Paul Lehners) 289

Introduction 291
I. Les activités de l'ECRI 291
A. Monitoring pays par pays 291
B. Recommandations générales 292
C. Contacts avec la société civile 292
II. Principales tendances en Europe 292
A. Le populisme xénophobe 292
B. Racisme contre les personnes noires 293

C. Islamophobie 293
D. Antisémitisme 293
E. Les organismes de promotion de l'égalité 293
F. Le dernier rapport sur le Luxembourg 293
Conclusion 294

Le soutien aux États membres à la mise en œuvre nationale des normes du Conseil de l'Europe (Tatiana Termacic) 297

I. Aperçu historique 299
II. Objectifs et méthodes 300
III. Le développement des normes 301
IV. Les organes de suivi 303
V. Les activités de coopération 305
Conclusion 308

L'application de la Charte des droits fondamentaux par la C.J.U.E. (Dean Spielmann) 311

Introduction 313
I. La Charte comme élément essentiel de la constellation des textes internationaux de protection des droits fondamentaux 313
II. L'article 51 de la Charte et le champ (étendu) de son application 317
III. L'apport du Tribunal de l'UE dans l'application de la Charte 319
A. La liberté d'expression et les arrêts Kiselev et Korwin-Mikke 319
B. Droits fondamentaux et droit de la concurrence 321

Conclusions (Silvia Allegrezza) 323

Bibliographie 331

Annexes 339

Tableau comparatif des dispositions relatives aux DLF de la Constitution amendée de 1868 et de la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution 341

Arrêts sélectionnés de la Cour Constitutionnelle 351
Arrêt n° 98/13 du 7 juin 2013 351
Arrêt n° 119/15 du 19 juin 2015 354
Arrêt n° 119/17 du 16 juin 2017 357
Arrêt n° 131/17 du 8 décembre 2017 361
Arrêt n° 146/19 du 28 mai 2019 364

Dispositions relatives aux organes non juridictionnels 367
Les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) 367

Loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant, appelé « Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand » (ORK)..... 371
Texte coordonné de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (extraits)..... 375
Loi du 22 août 2003 instituant un médiateur (extraits)..... 384
Loi du 28 novembre 2006 « égalité de traitement » (extraits)..... 389
Loi du 21 novembre 2008 portant création d'une Commission consultative des Droits de l'Homme au Grand-Duché de Luxembourg..... 391
Loi du 1er avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher .. 395

Index des matières..... 403